

Brochure n° 3273

**Convention collective nationale**

IDCC : 1763. – **MANUTENTION PORTUAIRE**  
**(4<sup>e</sup> édition. – Mars 2005)**

**ACCORD DU 25 JANVIER 2005**  
**RELATIF À LA PÉRIODICITÉ DE LA VISITE MÉDICALE**  
NOR : *ASET0550291M*  
IDCC : 1763

Entre :

L'UNIM,

D'une part, et

La FNPD-CGT ;

La FGTE-CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CGC ;

La CNTPA.

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires rappellent que la préservation de la santé et de la sécurité au travail des salariés est une priorité de la branche et que cette dernière s'est engagée dans une politique de prévention des risques professionnels pour notamment lutter contre les accidents du travail.

Les parties signataires constatent que :

- les différents métiers de la filière exploitation portuaire exigent des conditions d'aptitude particulières liées aux travaux à effectuer et que parallèlement la pyramide des âges des salariés de cette filière reste élevée ;

- les salariés de la filière administrative sont confrontés à de nouveaux risques liés aux évolutions technologiques, comme notamment le travail sur écran de visualisation, sans pour autant bénéficier d'une surveillance médicale renforcée.

Les parties signataires considèrent que le médecin du travail est au cœur de la prévention et rappellent son rôle auprès des salariés et de l'entreprise :

- surveiller personnellement l'état de santé des salariés et s'assurer que les salariés sont médicalement aptes à leurs postes de travail ;
- mettre en œuvre des mesures préventives notamment par le dépistage précoce d'états pathologiques ignorés du salarié, comme les troubles musculosquelettiques, améliorant les chances de traitement et de guérison ;
- être l'interlocuteur privilégié des salariés qu'il conseille et sensibilise sur la prise en compte des risques ;
- être le conseiller des entreprises en ce qui concerne la protection des salariés contre les risques d'accidents du travail et l'amélioration des conditions de travail.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Les dispositions du présent accord concernent les entreprises définies par l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale de la manutention portuaire et par les avenants n° 1 du 28 avril 1994, n° 5 du 18 janvier 1996 et n° 11 du 23 juin 1999.

## **Article 2**

### *Périodicité de la visite médicale*

Les parties signataires décident que la visite médicale annuelle reste obligatoire pour l'ensemble des salariés de la branche, sans préjudice des dispositions de l'article R. 241-50 du code du travail relatif à la surveillance médicale renforcée exercée par le médecin du travail pour certains salariés.

## **Article 3**

### *Caractère obligatoire de la visite médicale et des examens médicaux*

Les parties signataires rappellent que l'ensemble des salariés a l'obligation de se soumettre à la visite médicale annuelle ainsi qu'aux différents examens médicaux prescrits.

## **Article 4**

### *Application de l'accord*

Le présent accord sera déposé dans les conditions fixées par le code du travail. Il est applicable à compter de la date de signature.

Fait à Paris, le 25 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)